

"On a travaillé comme des fous" : les six mois hors-norme de la présidence française de l'UE

Malgré l'invasion russe et les élections, la France a réussi à atteindre ses objectifs de présidence du Conseil de l'UE. Un tour de force salué à l'étranger.



Emmanuel Macron avait annoncé des objectifs ambitieux pour la PFUE et les a maintenus malgré la guerre en Ukraine.

AFP

"Enfin un jour de congé !, se réjouit ce haut diplomate européen devant ses invités. Je vais pouvoir profiter du dîner car, miraculeusement, mon collègue français n'a pas programmé de réunion dans les quarante-huit prochaines heures. Je parie qu'il culpabilise déjà..." En ce début d'été, Bruxelles sort épuisé des six derniers mois, portés par [la présidence française du Conseil de l'Union européenne](#).

Avant même la guerre en Ukraine, Paris avait annoncé [un semestre ambitieux](#). À partir du 24 février, le programme est devenu dantesque : plus de 2150 réunions dans la capitale européenne, dont presque 70 du Comité des représentants permanents, le principal organe de négociation entre les Etats membres. C'est bien plus que lors des présidences précédentes, pourtant confrontées [à une pandémie](#). "Lorsque [la guerre a éclaté](#), nous nous sommes brièvement posé la question de nous concentrer sur ses conséquences, se souvient Philippe Légière-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'UE. Mais nous avons décidé de continuer d'avancer sur nos priorités, ce qui s'est avéré pertinent."

Les priorités ? Une longue liste, allant de l'encadrement des plateformes numériques au Pacte vert sur le climat, en passant

par le salaire minimum européen ou la réforme de l'espace Schengen. "Nous avons travaillé comme des fous", souffle un diplomate. "Tous les jours de 8 à 23 heures, une partie du week-end et le téléphone toujours à portée de main. Il n'y avait plus de place pour autre chose dans nos vies", détaille une autre source, qui se dit "rincée mais fière".

Une vitesse législative sans précédent

À Bruxelles, certains fonctionnaires français se sont spécialisés sur l'Ukraine afin de [coordonner l'action européenne](#). Une semaine seulement après l'invasion russe, les Vingt-Sept ont activé une législation jamais utilisée jusqu'alors, afin d'offrir au plus vite une protection temporaire aux réfugiés ukrainiens. Les ministres planchaient dans une salle, les experts dans une autre. Du jamais-vu.

Même fonctionnement pour la "boussole stratégique", ce document chargé de cadrer [la politique de défense et de sécurité commune](#), prévu par la France mais musclé en urgence au début de la guerre. Le 21 mars, les ministres sont déjà rassemblés lorsque l'ambassadeur français vient in extremis souffler à l'oreille du chef de la diplomatie européenne que les hauts fonctionnaires ont trouvé un accord. Parfois, ce sont des textes législatifs qui ont été modifiés à toute allure pour s'adapter à la nouvelle réalité, comme celui sur l'agence de coopération judiciaire Eurojust, qui devait pouvoir stocker les preuves des crimes de guerre.

Les Français ont parfois donné l'impression de se démultiplier. Ainsi, en trente-six heures, les 6 et 7 juin, trois accords tombent coup sur coup, après trois négociations distinctes : un cadre pour un salaire minimum européen, un chargeur universel pour les téléphones portables, et davantage de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Une même personne figure sur les trois photos immortalisant les compromis entre les institutions européennes : l'ambassadeur adjoint Fabrice Dubreuil. Un hologramme ? Même pas ! Plutôt le reflet d'un planning serré et d'efficaces calculs tactiques.

"="" 2000="" alt="" Des manifestants favorables à l'accession de l'Ukraine au statut de candidat à l'UE réunis à Bruxelles le 23 juin 2022" http:="" src="" https://www.lexpress.fr/data:image/svg+xml;utf8,

Des manifestants favorables à l'accession de l'Ukraine au statut de candidat à l'UE réunis à Bruxelles le 23 juin 2022

afp.com/Kenzo TRIBOUILLARD

Fin juin, Charles Michel, le président du Conseil européen, a exprimé sa "gratitude" aux équipes françaises. "Nous devons nous féliciter que ce soit un pays de la taille de la France qui ait occupé la présidence en temps de guerre, analyse un Européen. C'est aussi notre seul membre du Conseil de sécurité. Imaginez si cela avait été un pays plus petit..."

La capacité française à traiter tous les sujets en simultané ferait presque des jaloux chez nos voisins. "Comme il s'agissait de la France, nous avons des attentes assez élevées, mais ce qui fait la différence, ce sont les ressources humaines", note le représentant d'une nation plus petite. "Vous avez eu deux élections, une guerre en Europe, la plus grande crise des réfugiés depuis 1945. Malgré tout cela, vous avez réussi à convaincre les autres ministres d'avancer sur le dossier migratoire", a lancé Ylva Johansson, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, à Gérald Darmanin le 10 juin. Le locataire de la place Beauvau venait d'arracher un accord sur deux législations pour un meilleur contrôle des frontières extérieures de l'UE.

"On a fait 95 % de ce qu'on avait prévu"

Sur le plan législatif, le bilan se révèle plus que positif, même si les derniers résultats sur le Pacte vert sont encore attendus. Si les Etats s'accordent, seul le texte sur la taxation des multinationales aura échoué, sur un veto hongrois. "On a fait 95 % de ce qu'on avait prévu", affirme une source.

"La présidence stricto sensu a très bien fonctionné", salue Eric Maurice, qui dirige le bureau bruxellois de la Fondation Robert-Schuman. Il tempère néanmoins : "La France voulait en faire une tribune politique de sa vision de l'Europe très incarnée par son président, et là le bilan est plus contrasté." La guerre a ainsi revivifié l'Otan et la présence américaine en Europe, alors que Paris voulait pousser son concept d'autonomie stratégique européenne en matière de défense. Le positionnement d'Emmanuel Macron vis-à-vis de Moscou et sa volonté de "ne pas humilier la Russie" ont heurté les pays de l'Europe centrale et orientale. "Cela ternit la photo", note un observateur. En se rendant à Kiev le 16 juin, le président français a atténué les critiques.

La France passe maintenant le relais à la République tchèque. Certains, malgré l'épuisement, voient la fin de cette séquence avec regret. "Je me suis éclaté comme une bête, je suis prêt à recommencer pour six mois si on me donne quinze jours de vacances", assure un enthousiaste. Pour la prochaine présidence française, il faudra toutefois patienter jusqu'en juillet 2035.